

Comme si on devait déclarer chaque année au fisc son coffre à bijoux: un amendement voté sur les portefeuilles crypto dit "froids" de plus de 5.000 euros met la communauté en émoi

Publié hier à 15h03

BFM Business >
Pauline Armandet

Partager



L'Assemblée nationale a adopté un amendement obligeant les détenteurs de cryptos à déclarer chaque année à l'administration fiscale la valeur de leur portefeuille crypto froid dès que le montant dépasse 5.000 euros.

Publicité

Les détenteurs de cryptomonnaies sont de nouveau dans le viseur des députés français. La commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté [un amendement](#) obligeant les détenteurs de cryptos à déclarer chaque année à l'administration fiscale la valeur vénale de leur portefeuille crypto froid "dès que le montant total des actifs qu'il contient est supérieure à 5.000 euros". C'est comme si un Français devait déclarer son coffre contenant des bijoux en or chaque année à l'administration fiscale.

Publicité

Pour rappel, les portefeuilles cryptos froids (ou comptes auto-hébergés) du type Legder permettent de conserver la clé privée (les cryptomonnaies) d'un utilisateur hors du réseau (ordinateur, téléphone). Leur utilisation est légale et le montant des cryptos détenues ne regarde que leurs propriétaires. Ce sont des outils technologiques (comme un coffre fort numérique) qui permettent de conserver ses cryptomonnaies sans intermédiaire qui ne sont donc pas soumis à la réglementation.

Publicité

L'amendement a été déposé par trois députés du groupe Gauche Démocrate et Républicaine dans le cadre du projet de loi adopté par le Sénat sur la lutte contre les fraudes sociales et fiscales. "Compte tenu de l'absence totale de lisibilité quant à ces types de portefeuilles, ils sont un instrument privilégié pour réduire l'assiette d'imposition, et donc un instrument privilégié de fraude fiscale", selon les députés.

Il a été déposé dans le sillage d'un rapport du Conseil des prélèvements obligatoires, organisme rattaché à la Cour des comptes, qui a pointé les stratégies d'évitement de l'impôt de nombreux contribuables aujourd'hui, dont les détenteurs de cryptomonnaies ([comme nous l'expliquons par ici](#)).

En raison "d'angles morts dans la réglementation", notamment en ce qui concerne les transactions effectuées via des comptes auto-hébergés ou par des [PSAN extra-européens](#), il faut "créer une obligation pour les particuliers de déclarer la détention d'actifs numériques dépassant un certain seuil lorsque ces derniers sont détenus sur des comptes auto-hébergés", selon la Cour des comptes.

La Cour des comptes n'avait évoqué aucun montant correspondant à la valeur des cryptos stockées sur un portefeuille froid. L'Assemblée nationale a choisi une valeur: 5.000 euros.

"Surveillance patrimoniale généralisée"

"L'objectif est d'imposer la déclaration des portefeuilles crypto, alors qu'aucun fait générateur d'impôt n'est identifié. C'est extrêmement problématique", regrette la présidente de l'Association pour le développement des actifs numériques (Adan), Claire Balva sur X.

En effet, beaucoup d'utilisateurs de portefeuilles froids s'inscrivent dans une stratégie de long terme de conservation de leurs cryptos, sans faire de transactions et donc ne réalisant aucune plus-value.

Cet amendement introduit "une surveillance patrimoniale généralisée des détenteurs de cryptos, qui n'existe pas pour les autres actifs (or et oeuvres d'art par ex). Cela crée des risques évidents pour les libertés individuelles et la protection de la vie privée, dans un contexte où ces détenteurs sont déjà régulièrement ciblés", souligne cette dernière. [Plus de 60 agressions ont eu lieu sur des détenteurs de cryptos au cours de l'année 2025, en progression de 50% sur un an.](#)

Pour autant, la mesure souhaitée par les députés demeure "inapplicable en pratique", selon la patronne de l'Adan. "L'administration ne peut ni vérifier l'existence d'un portefeuille, ni la valorisation déclarée. Cela reposerait donc sur une auto-évaluation, sans méthodologie encadrée et sans capacité de contrôle", indique cette dernière. Une séance publique à l'Assemblée nationale débutera mi-janvier afin d'évaluer cet amendement.



BFM crypto

- Nos dossiers
- Événements
- Partenaires
- Jeux-concours
- Programme TV
- Fréquences & Canaux TV
- Applications mobiles
- Plan du site

Nos services

- Comparateur
- Meilleur rasoir électrique homme
- Meilleur aspirateur
- Meilleure alarme maison
- Meilleur fauteuil gamer
- Comparatif déshumidificateur
- Comparateur assurance
- Abonnement Portefeuille Trading
- Guide loi Pinel
- Portage salarial
- Règlements

En savoir plus

- Nous contacter
- Recrutement
- Données personnelles
- Paramétrage des cookies
- J'exerce mes droits
- Charte de déontologie
- Devenir annonceur
- Mentions légales
- Politique cookie
- Gérer Utiq
- CGU
- Accessibilité : non-conforme

Les sites du groupe

- BFMTV
- BFM Business
- RMC
- RMC Sport
- BFM Patrimoine
- BFM Immo
- Verif
- BFM Bourse

